Spedizione in abbonamento postale

Anno 98° — Numero 141

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 5 giugno 1957** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 - Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via Marco Minghetti n. 31; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa„) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano Napoli, Firenze e Torino possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1957

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 14 aprile 1957, n. 364.

Adesione dell'Italia allo Statuto organico dell'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad aderire allo Statuto organico del 15 marzo 1940 dell'Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato, con sede in Roma, ed agli emendamenti apportati allo Statuto stesso dell'Assemblea generale con le Risoluzioni del 18 gennaio 1952 e del 30 aprile 1953.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data allo Statuto indicato nell'art. 1, a decorrere dal giorno in cui sarà effettuata la notifica di cui all'art. 20 dello Statuto stesso ed agli emendamenti apportati con le Risoluzioni indicate nell'art. 1, dalla data della loro rispettiva entrata in vigore ai sensi dell'art. 19 dello Statuto medesimo.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 aprile 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — MORO — ANDREOTTI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Statut organique de l'Institut international pour l'unification du droit privé

Article 1er.

L'Institut international pour l'unification du droit privé a pour objet d'étudier les moyens d'harmoniser et de coordonner le droit privé entre les Etats ou entre groupes d'Etats et de préparer graduellement l'adoption par les divers Etats d'une législation de droit privé uniforme.

A cette fin l'Institut:

a) prépare des projets de lois ou de conventions visant à établir un droit interne uniforme;

b) prépare des projets d'accords en vue de faciliter les rapports internationaux en matière de droit privé;

c) entreprend des études de droit comparé dans les matières du droit privé;

d) s'intéresse aux initiatives déjà prises dans tous ces domaines par d'autres institutions, avec lesquelles il peut, au besoin, se tenir en contact;

e) organise des conférences et publie les études qu'il juge dignes d'une large diffusion.

Article 2.

L'Institut international pour l'unification du droit privé est une institution internationale qui relève des Gouvernements participants.

Sont Gouvernements participants ceux qui auront adhéré au présent Statut conformément à l'article 20.

Article 3.

L'Institut international pour l'unification du droit privé a son siège à Rome.

Article 4.

Les organes de l'Institut sont:

1) l'Assemblée générale;
2) le Président;
3) le Conseil de direction;
4) le Comité permanent;
5) le Secrétariat.

Article 5.

L'Assemblée générale se compose d'un représentant de chaque Gouvernement participant. Les Gouvernements autres que le Gouvernement italien y seront représentés par leurs agents diplomatiques auprès du Gouvernement italien ou leurs délégués.

L'Assemblée se réunit à Rome en session ordinaire au moins une fois par an, sur convocation du Président. Elle approuve le programme des travaux de l'Institut sur la proposition du Conseil de direction.

Article 6.

Le Conseil de direction se compose du Président et de dix à quatorze membres.

Le Président est nommé par le Gouvernement italien.

Les membres sont nommés par l'Assemblée générale.

Le mandat du Président et des membres du Conseil de direction a la durée de cinq ans et est renouvelable.

Le membre du Conseil de direction nommé en remplacement d'un membre dont le mandat n'est pas expiré achève le terme du mandat de son prédécesseur.

Chaque membre, avec le consentement du Président, peut se faire représenter par une personne de son choix.

Le Conseil de direction peut appeler à participer à ses séances, à titre consultatif, des représentants d'institutions ou organisations internationales, lorsque les travaux de l'Institut portent sur des matières concernant ces institutions ou organisations.

Le Conseil de direction est convoqué par le Président, chaque fois qu'il le juge utile, en tout cas au moins une fois par an.

Article 7.

Le Comité permanent se compose du Président et de quatre membres nommés par le Conseil de direction parmi ses membres.

Les membres du Comité permanent resteront en fonction pendant cinq ans et seront rééligibles.

Le Comité permanent est convoqué par le Président, chaque fois qu'il le juge utile, en tout cas au moins une fois par an.

Article 8.

Le Secrétariat comprend un Secrétaire général nommé par le Conseil de direction sur présentation du Président, deux Secrétaires généraux adjoints appartenant à des nationalités différentes, nommés également par le Conseil de direction, et les fonctionnaires et employés qui seront indiqués par les règles relatives à l'administration de l'Institut et à son fonctionnement intérieur, visées à l'article 17.

Le Secrétaire général et les adjoints sont nommés pour une période de cinq ans et sont rééligibles.

Le Secrétaire général et les adjoints de nationalité étrangère jouissent dans l'exercice de leurs fonctions des privilèges et immunités diplomatiques.

Le Secrétaire général de l'Institut est de droit le Secrétaire de l'Assemblée générale.

Article 9.

L'Institut possède une bibliothèque placée sous la direction du Secrétaire général.

Article 10.

Les langues officielles de l'Institut sont l'italien, l'allemand, l'anglais, l'espagnol et le français.

Article 11.

Le Conseil de direction avise aux moyens de réaliser les tâches énoncées à l'article 1er.

Il établit les matières qui doivent faire l'objet des travaux de l'Institut.

Il approuve le rapport annuel sur l'activité de l'Institut.

Il approuve les comptes annuels des recettes et des dépenses et établit le budget.

Article 12.

Tout Gouvernement participant, de même que toute institution internationale de caractère officiel, peut formuler, en s'adressant au Conseil de direction, des propositions en vue de l'étude des questions relevant de l'unification, de l'harmonisation ou de la coordination du droit privé.

Toute institution ou association internationale, qui a pour objet l'étude de questions juridiques, peut présenter au Conseil de direction des suggestions concernant des études à entreprendre.

Le Conseil de direction décide de la suite à donner aux propositions et suggestions ainsi formulées.

Article 13.

Le Conseil de direction peut déférer l'examen de questions spéciales à des commissions de jurisconsultes particulièrement versés dans l'étude de ces questions.

Les commissions seront présidées autant que possible par des membres du Conseil de direction.

Article 14.

Après l'étude des questions qu'il a retenues comme objet de ses travaux, le Conseil de direction approuve, s'il y a lieu, les avant-projets à soumettre aux Gouvernements.

Il les transmet, soit aux Gouvernements participants, soit aux institutions, ou associations qui lui ont présenté des propositions ou suggestions, en demandant leur avis sur l'opportunité et sur le fond des dispositions arrêtées.

Sur la base des réponses reçues, le Conseil de direction approuve, s'il y a lieu, les projets définitifs.

Il les transmet aux Gouvernements et aux institutions ou associations qui lui ont présenté des propositions ou suggestions.

Le Conseil de direction avise ensuite aux moyens pour assurer la convocation d'une Conférence diplomatique appelée à examiner les projets.

Article 15.

Le pouvoir exécutif de l'Institut sera exercé par le Conseil de direction.

Article 16.

Les dépenses annuelles du fonctionnement et de l'entretien de l'Institut seront couvertes par les recettes inscrites au budget de l'Institut, qui comprendra notamment une subvention globale annuelle du Gouvernement italien, que celui-ci déclare fixée à la somme d'un million de lires italiennes et à laquelle s'ajoutent les contributions volontaires que les autres Gouvernements participants pourraient éventuellement accorder à l'Institut.

Les locaux nécessaires au fonctionnement des services de l'Institut sont mis à la disposition du Conseil de direction par le Gouvernement italien.

Article 17.

Les règles relatives à l'administration de l'Institut, à son fonctionnement intérieur et au statut du personnel seront établies par le Conseil de direction et devront être approuvées par l'Assemblée générale et communiquées au Gouvernement italien.

Les indemnités de voyage et de séjour des membres du Conseil de direction et des commissions d'études, ainsi que les émoluments du personnel du Secrétariat, de même que toute autre dépense administrative, seront à la charge du budget de l'Institut

Le Conseil de direction nommera, sur présentation du Président, un commissaire aux comptes chargé du contrôle relatif au régime financier de l'Institut.

Le Gouvernement italien n'encourra aucune responsabilité, financière ou autre, du fait de l'administration

de l'Institut, ni aucune responsabilité civile du fait du fonctionnement de ses services et notamment à l'égard du personnel de l'Institut.

Article 18.

L'engagement du Gouvernement italien concernant la subvention annuelle et les locaux de l'Institut dont il est question à l'article 16, est stipulé pour une durée de six ans. Il continuera à être en vigueur pour une nouvelle période de six ans, si le Gouvernement italien n'a pas notifié aux autres Gouvernements participants son intention d'en faire cesser les effets, deux ans au moins avant la fin de la période en cours. En pareil cas, l'Assemblée générale sera convoquée par le Président, au besoin en session extraordinaire.

Il appartient à l'Assemblée générale, au cas où elle déciderait la suppression de l'Institut, de prendre toute mesure utile concernant les propriétés acquises par l'Institut au cours de son fonctionnement et notamment les archives et collections de documents et de livres ou périodiques.

Il est toutefois entendu qu'en pareil cas les terrains, bâtiments et objets mobiliers mis à la disposition de l'Institut par le Gouvernement italien feront retour à ce dernier.

Article 19.

Les amendements au présent Statut qui seraient adoptés par l'Assemblée générale entreront en vigueur dès leur approbation par la majorité des deux tiers des Gouvernements participants.

Chaque Gouvernement communiquera par écrit son approbation au Gouvernement italien, qui en donnera connaissance aux autres Gouvernements participants, ainsi qu'au Président de l'Institut.

Tout Gouvernement qui n'aurait pas approuvé un amendement au présent Statut aura la faculté de dénoncer son adhésion dans un délai de six mois à partir de l'entrée en vigueur de l'amendement. La dénonciation aura effet dès la date de sa notification au Gouvernement italien, qui en donnera connaissance aux autres Gouvernements participants, ainsi qu'au Président de l'Institut.

Article 20.

Tout Gouvernement qui entend adhérer au présent Statut notifiera par écrit son adhésion au Gouvernement italien.

L'adhésion sera donnée pour six ans; elle sera tacitement renouvelée de six en six ans sauf dénonciation faite par écrit une année avant l'expiration de chaque période.

Les adhésions et dénonciations seront notifiées aux Gouvernements participants par le Gouvernement italien.

Article 21.

Le présent Statut entrera en vigueur dès que six Gouvernements au moins auront notifié leur adhésion au Gouvernement italien.

Article 22.

Le présent Statut, qui portera la date du 15 mars 1940, restera déposé dans les archives du Gouvernement italien. Copie certifiée conforme du texte sera remise, par les soins du Gouvernement italien, à chacun des Gouvernements participants.

Résolution portant amendements au Statut organique de l'Institut

(adoptée le 18 janvier 1952)

L'ASSEMBLEE GENERALE

Vu l'article 19 du Statut organique de l'Institut international pour l'unification du droit privé,

Adopte les amendements ci-après au Statut organique de l'Institut:

I

a) L'alinéa suivant est ajouté à l'article 2:

« L'Institut jouit, sur le territoire de chacun des Gouvernements participants, de la capacité juridique nécessaire pour exercer son activité et pour atteindre ses buts. Les privilèges et immunités dont jouiront l'Institut, ses agents et ses fonctionnaires seront définis dans des accords à intervenir avec les Gouvernements participants ».

b) L'alinéa 3 de l'article 8 est abrogé.

II

L'alinéa 1er de l'article 6 est ainsi modifié:

« Le Conseil de direction se compose du Président et de douze à seize membres ».

La disposition suivante est ajoutée à l'alinéa 3:

« L'assemblée peut nommer un membre en plus de ceux indiqués à l'alinéa premier en le choisissant parmi les juges en fonction de la Cour internationale de Justice ».

III

a) L'article 4 est modifié comme suit:

« Les organes de l'Institut sont:

1) l'Assemblée générale;
2) le Président;
3) le Conseil de direction;
4) le Comité permanent;
5) le Tribunal administratif;
6) le Secrétariat ».

b) L'article 7-*bis*, ainsi conçu, est inséré après l'article 7:

« Le Tribunal administratif est compétent pour statuer sur les différends entre l'Institut et ses fonctionnaires ou employés, ou leurs ayants-droit, portant notamment sur l'interprétation ou l'application du Règlement du personnel. Les différends naissant de rapports contractuels entre l'Institut et les tiers, seront soumis à ce Tribunal à la condition que cette compétence soit expressément reconnue par les parties dans le contrat donnant lieu au litige.

« Le Tribunal est composé de trois membres titulaires et d'un membre suppléant, choisis en dehors de l'Institut, et appartenant, de préférence, à des nationalités différentes. Ils sont élus par l'Assemblée générale pour la durée de cinq ans. En cas de vacance le Tribunal se complète par cooptation.

« Le Tribunal jugera, en premier et dernier ressort, en appliquant les dispositions du Statut et du Règlement, ainsi que les principes généraux du droit. Il pourra également statuer *ex æquo et bono* lorsque cette faculté lui aura été attribuée par un accord entre les parties.

« Si le Président du Tribunal considère qu'un différend entre l'Institut et un de ses fonctionnaires ou

employés est d'une importance très limitée, il peut statuer lui-même ou bien confier la décision à un seul des juges du Tribunal.

« Le Tribunal établira lui-même son règlement de procédure ».

IV

L'article 7-*ter*, ainsi conçu, est inséré après l'article 7-*bis*:

« Les membres du Conseil de direction, ou du Tribunal administratif, dont le mandat expire par l'échéance du terme, restent en fonction jusqu'à l'installation des nouveaux élus ».

V

L'alinéa 2 de l'article 8 est modifié comme suit:

« Le Secrétaire général et les adjoints sont nommés pour une période qui n'aura pas une durée supérieure à cinq ans. Ils sont rééligibles ».

VI

L'article 12-*bis*, ainsi conçu, est inséré après l'article 12:

« Le Conseil de direction peut établir avec d'autres organisations intergouvernementales, ainsi qu'avec les Gouvernements non-participants, toutes relations propres à assurer une collaboration conforme à leurs fins respectives ».

VII

L'article 15 est modifié comme suit:

« Le Président représente l'Institut.

« Le pouvoir exécutif sera exercé par le Conseil de direction ».

VIII

L'alinéa 3 de l'article 17 est modifié comme suit:

« L'Assemblée générale nommera, sur présentation du Président, un ou deux commissaires aux comptes chargés du contrôle financier de l'Institut. La durée de leurs fonctions est de cinq ans. Dans le cas ou deux commissaires aux comptes seraient nommés, ils devront appartenir à des nationalités différentes ».

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Résolution portant amendement au Statut organique de l'Institut

(adoptée le 30 avril 1953)

L'ASSEMBLEE GENERALE

Ayant été saisie, par une résolution du Conseil de direction, d'un projet d'amendement de l'art. 7, al. 1 du Statut organique de l'Institut, visant un élargissement du cadre du Comité permanent;

Ayant constaté que le Conseil de direction, dans la résolution susmentionnée, a estimé utile de nommer cinq membres du Comité permanent en attendant l'approbation de l'amendement proposé, et sauf ratification de la part de l'Assemblée générale;

DÉCIDE

1) d'approuver l'amendement de l'art. 7, al. 1, dans le texte suivant:

« Le Comité permanent se compose du Président et de cinq membres nommés par le Conseil de direction parmi ses membres »;

2) d'autoriser le Comité permanent à fonctionner dans sa composition actuelle, en attendant l'entrée en vigueur de l'amendement aux termes du Statut organique.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 9 gennaio 1957, n. 365.

Autorizzazione alla Società per azioni « Depositi portuali » di Bari ad istituire e gestire un deposito franco nel porto di Bari.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il testo unico delle leggi sui depositi franchi, approvato con regio decreto 17 marzo 1938, n. 726, ed il regolamento di esecuzione approvato con regio decreto 17 giugno 1938, n. 856;

Visto il regio decreto-legge 1° luglio 1926, n. 2290, sull'ordinamento dei Magazzini generali, convertito in legge con la legge 9 giugno 1927, n. 1158, nonchè il regolamento di esecuzione approvato con regio decreto 16 gennaio 1927, n. 126;

Vista la istanza in data 13 ottobre 1954, con la quale la Società per azioni « Depositi portuali » di Bari chiede di essere autorizzata ad istituire e gestire un deposito franco nel porto di Bari;

Visto il parere espresso dal comune di Bari, favorevole alla istituzione di un deposito franco nel porto di quella città da parte della Società istante;

Visto l'analogo parere favorevole espresso dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Bari;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e per il commercio, di concerto con i Ministri per le finanze e per la marina mercantile;

Decreta:

Art. 1.

La Società per azioni « Depositi portuali » di Bari è autorizzata ad istituire e gestire nel porto di Bari un deposito franco.

Art. 2.

I locali destinati al deposito di cui all'articolo precedente sono quelli insistenti sulle banchine n. 13 e n. 14 del porto di Bari, ritenuti idonei dal Ministero delle finanze.

Art. 3.

Per le operazioni di entrata e di uscita delle merci dai locali predetti la Società « Depositi portuali » è tenuta ad osservare, limitatamente a quella parte di operazioni che si effettua nella zona esterna ai confini del deposito franco, le disposizioni vigenti, riguardanti l'impiego delle maestranze portuali.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 9 gennaio 1957

GRONCHI

SEGNI — CORTESE — ANDREOTTI — CASSIANI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° giugno 1957
Atti del Governo, registro n. 106, foglio n. 1. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 24 marzo 1957, n. 366.

Determinazione dei tagli dei vaglia postali a taglio fisso e delle relative tasse.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 8 del Codice postale e delle telecomunicazioni, approvato con regio decreto 27 febbraio 1936, n. 645;

Visto il regio decreto-legge 23 aprile 1925, n. 520, convertito nella legge 21 marzo 1926, n. 597;

Vista la legge 5 dicembre 1955, n. 1288, istitutiva dei vaglia postali a taglio fisso;

Sentito il Consiglio di amministrazione delle poste e delle telecomunicazioni;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per le poste e le telecomunicazioni, di concerto con quello per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

I vaglia postali a taglio fisso, istituiti con la legge 5 dicembre 1955, n. 1288, sono dei seguenti importi: lire 500, lire 1000, lire 2000, lire 3000, lire 4000 e lire 5000.

Art. 2.

Le tasse relative ai vaglia postali a taglio fisso sono stabilite nella seguente misura:

a) tassa di emissione:
da lire 500 e da lire 1000 L. 20
da lire 2000 e da lire 3000 » 30
da lire 4000 e da lire 5000 » 40

Non è dovuto il diritto di ricevuta.

b) tassa di rimborso:
oltre la tassa di emissione pari a quella del titolo originale, per ogni vaglia . L 10

Art 3.

In relazione a quanto disposto dagli articoli che precedono, nella tabella n. 1 allegata al decreto del Presidente della Repubblica 2 agosto 1948, n. 1052, concernente le tariffe postali per l'interno della Repubblica, già modificata con i decreti del Presidente della Repubblica 5 aprile 1949, n. 111; 22 gennaio 1950, n. 193; 29 giugno 1951, n. 582; 2 agosto 1952, n. 1316; 30 giugno 1954, n. 819, e 10 ottobre 1955, n. 1099, è inserita, con il n. 46-*bis*, la voce: « Vaglia a taglio fisso » con l'indicazione della tassa di emissione di cui alla lettera *a*) dell'art. 2 del presente decreto, e sono modificate come segue le voci di cui ai numeri 47, lettera *a*), e 57-*bis* della stessa tabella:

47) Vaglia scaduti: tassa di rimborso:
a) per vaglia ordinari, vaglia telegrafici, vaglia a taglio fisso, oltre la tassa di emissione pari a quella del titolo originale: per ogni vaglia L. 10

57-*bis*) Diritto di ricevuta per l'accettazione di raccomandate (esclusi i pieghi contenenti carte punteggiate ad uso dei ciechi) e assicurate, per i pacchi, per emissione di vaglia, esclusi i vaglia a taglio fisso (per i vaglia telegrafici compete un solo diritto di ricevuta) (1) L. 10

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 24 marzo 1957

GRONCHI

SEGNI — BRASCHI — MEDICI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° giugno 1957
Atti del Governo, registro n. 106, foglio n. 2. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 maggio 1957, n. 367.

Norme di esecuzione della legge 21 dicembre 1955, n. 1311, sulle provvidenze per la diffusione della cultura italiana all'estero.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87, comma quinto della Costituzione;

Vista la legge 21 dicembre 1955, n. 1311;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, di concerto con i Ministri per gli affari esteri, per il tesoro e per la pubblica istruzione;

Decreta:

Art. 1.

Gli editori, i librai e gli industriali grafici, i quali esportino libri, testi di musica e altri prodotti editoriali o grafici, anche di autori stranieri, che contribuiscano alla diffusione della cultura italiana, possono conseguire, ai sensi della legge 21 dicembre 1955, n. 1311, premi speciali di incoraggiamento.

Art. 2.

I premi sono commisurati al valore letterario, artistico e scientifico delle pubblicazioni esportate e alla loro idoneità a promuovere la diffusione della cultura italiana all'estero, tenuto conto anche delle esigenze dei Paesi di destinazione.

L'entità dei premi è determinata dal Comitato di cui all'art. 5, secondo i criteri indicati al comma precedente ed entro la misura massima del 30 per cento del prezzo normale di vendita al pubblico risultante dalla copertina o da altri elementi ritenuti idonei.

Per i lavori grafici forniti a clienti stranieri, la misura massima dei premi non può superare il 5 per cento del prezzo fatturato.

Art. 3.

Per ottenere i premi le ditte interessate devono presentare entro il termine perentorio del 31 luglio di ogni anno, alla Presidenza del Consiglio dei Ministri — Ufficio della proprietà letteraria, artistica e scientifica — domanda corredata di un riepilogo delle esportazioni effettuate entro il precedente esercizio finanziario. A detta domanda devono essere allegate in visione le fatture o copia delle stesse — che saranno restituite alle ditte interessate dopo l'esame da parte del Comitato — specificanti:

a) le pubblicazioni spedite;

b) il destinatario e la località di destinazione;

c) il prezzo normale di vendita.

Ogni singola fattura deve essere vistata per conferma dalla dogana o corredata, per gli stampati spediti con il sistema dei « sottofascia », della ricevuta postale attestante l'avvenuta spedizione per raccomandata o della indicazione della pagina del registro di esportazione bollato sul quale la fattura è stata iscritta.

Il Comitato può richiedere la presentazione di ogni altro eventuale documento che, di volta in volta, ritenga necessario ai fini dell'erogazione dei premi.

Art. 4.

Il pagamento dei premi è disposto dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri in base alle determinazioni del Comitato previsto dal successivo art. 5.

Art. 5.

E' istituito presso la Presidenza del Consiglio dei Ministri un Comitato per l'erogazione dei premi, nominato con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri.

Il Comitato è presieduto dal Sottosegretario di Stato alla Presidenza del Consiglio dei Ministri o da uno dei funzionari di cui al seguente n. 1, da lui delegato, ed è composto da:

1) due funzionari di qualifica non inferiore a direttore di divisione della Presidenza del Consiglio dei Ministri;

2) un funzionario designato dal Ministero degli affari esteri;

3) un funzionario designato dal Ministero del tesoro;

4) un funzionario, esperto di bibliografia, designato dal Ministero della pubblica istruzione;

5) cinque esperti bibliografici designati dalla Presidenza del Consiglio dei Ministri e scelti, rispettivamente, su terne presentate dalle Associazioni degli editori, dei librai, degli editori di musica, degli scrittori e dei grafici.

Qualora se ne presenti la necessità, il presidente, ha la facoltà di far partecipare alle riunioni del Comitato, a titolo consultivo, specialisti di particolari materie letterarie, artistiche e scientifiche.

Le mansioni di segreteria del Comitato sono affidate a due funzionari della Presidenza del Consiglio dei Ministri, di cui uno di qualifica non inferiore a direttore di sezione e l'altro non inferiore a consigliere di 1ª classe.

Il Comitato può eleggere nel proprio seno dei Sottocomitati per agevolare l'espletamento dei compiti ad esso demandati dal presente regolamento.

Ai componenti del Comitato sono corrisposte per ogni giornata di adunanza gettoni di presenza da determinarsi nei modi previsti dal decreto del Presidente della Repubblica dell'11 gennaio 1956, n. 5.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 2 maggio 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — MEDICI — ROSSI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° giugno 1957
Atti del Governo, registro n. 106, foglio n. 5. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 21 marzo 1957, n. 368.

Trasformazione del fine dell'Opera pia « Ospedale della Misericordia », con sede in Oviglio (Alessandria).

N. 368. Decreto del Presidente della Repubblica 21 marzo 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, il fine dell'Opera pia « Ospedale della Misericordia », con sede in Oviglio (Alessandria), viene trasformato in quello dell'Istituto Gorreta per il ricovero dei vecchi inabili, al quale viene devoluto il patrimonio dell'Ospedale della Misericordia; col medesimo decreto viene inoltre disposta la modifica all'attuale denominazione dell'Istituto Gorreta in quella di « Istituto Gorreta Ospedale Pagliari per il ricovero dei vecchi inabili », e ne viene, infine, approvato lo statuto organico.

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° giugno 1957
Atti del Governo, registro n. 106, foglio n. 7. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 maggio 1957.

Incarico all'on. dott. Emilio Colombo, Ministro per l'agricoltura e le foreste, di esercitare temporaneamente le funzioni di Alto Commissario per l'alimentazione.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 2 del decreto legislativo 22 dicembre 1945, n. 838;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

L'on. dott. Emilio Colombo, Ministro per l'agricoltura e le foreste, è incaricato di esercitare temporaneamente le funzioni di Alto Commissario per l'alimentazione.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 23 maggio 1957

GRONCHI

ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 maggio 1957
Registro n. 6 Presidenza, foglio n. 183. — TEMPESTA

(3504)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 23 maggio 1957.

Incarico all'on. dott. Pietro Campilli, Ministro senza portafoglio, di presiedere il Comitato dei Ministri per il Mezzogiorno, di cui all'art. 1 della legge 10 agosto 1950, n. 646, modificato dall'art. 1 della legge 25 luglio 1952, n. 949, e dall'art. 5 della legge 22 dicembre 1956, n. 1589.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la legge 10 agosto 1950, n. 646, concernente l'istituzione della Cassa per le opere straordinarie di pubblico interesse nell'Italia meridionale (Cassa per il Mezzogiorno) e successive modificazioni;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

L'on. dott. Pietro Campilli, Ministro senza portafoglio, è incaricato di presiedere il Comitato dei Ministri per il Mezzogiorno di cui all'art. 1 della legge 10 agosto 1950, n. 646, modificato dall'art. 1 della legge 25 luglio 1952, n. 949, e dall'art. 5 della legge 22 dicembre 1956, n. 1589.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 23 maggio 1957

GRONCHI

ZOLI

Registrato alla Corte dei conti, addì 28 maggio 1957
Registro n. 6 Presidenza, foglio n. 184. — TEMPESTA

(3503)

DECRETO MINISTERIALE 8 maggio 1957.

Revoca di provvedimento concernente il riconoscimento della qualifica di profugo d'Africa.

IL MINISTRO PER L'INTERNO

Visto il provvedimento in data 1° dicembre 1952, n. 19995 di repertorio, del Ministero dell'Africa Italiana, con il quale era riconosciuta al sig. Angelini Alfredo fu Sante e di Angelini Sara, nato a Roma il 4 giugno 1900, la qualifica di profugo d'Africa, a sensi e per gli effetti di cui al decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104;

Visto il decreto Ministeriale 10 giugno 1948, che detta le norme di attuazione del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104;

Visto l'art. 2 della legge 29 aprile 1953, n. 430, che trasferisce le attribuzioni del soppresso Ministero dell'Africa Italiana alla competenza delle altre Amministrazioni dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 4 luglio 1956, n. 1117, che detta le norme di attuazione per il riconoscimento della qualifica di profugo, agli effetti della legge 4 marzo 1952, n. 137;

Considerato che da nuovi accertamenti esperiti è emerso che il sig. Angelini Alfredo fu Sante è definitivamente rimpatriato dall'Africa orientale il 10 marzo 1939, cioè quindici mesi prima dello scoppio delle ostilità;

Ritenuto che nei confronti del suddetto Angelini Alfredo fu Sante non ricorrono le condizioni stabilite dal decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104;

Decreta:

Il provvedimento del Ministero dell'Africa Italiana n. 19995 di repertorio, emesso in data 1° febbraio 1952, con il quale era riconosciuta al sig. Angelini Alfredo fu Sante e di Angelini Sara, nato a Roma il 4 giugno 1910, la qualifica di profugo d'Africa, è revocato.

Il direttore generale dell'Assistenza pubblica è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 8 maggio 1957

Il Ministro: TAMBRONI

(3439)

DECRETO MINISTERIALE 18 maggio 1957.

Approvazione di una clausola particolare di polizza presentata dalla rappresentanza generale per l'Italia, con sede in Milano, della Compagnia francese di assicurazione « Mutuelle Générale Française Vie ».

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti il regio decreto-legge 19 aprile 1923, n. 966, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519 e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della rappresentanza generale per l'Italia con sede in Milano, della Compagnia francese di assicurazione « Mutuelle Générale Française Vie » intesa ad ottenere l'approvazione di una clausola particolare di polizza relativa alle assicurazioni ordinarie stipulate senza visita medica;

Decreta:

E' approvata la seguente clausola particolare di polizza relativa alle assicurazioni ordinarie stipulate senza visita medica, presentata dalla rappresentanza generale per l'Italia, con sede in Milano, della Compagnia francese di assicurazioni « Mutuelle Générale Française Vie »:

« La presente polizza, emessa per un capitale non superiore a lire 1.000.000 (unmilione), è stipulata senza visita medica.

Nel caso di morte dell'assicurato dopo almeno due anni dall'entrata in vigore dell'assicurazione, la Società riconosce le intere prestazioni assicurate.

Nel caso di morte durante il quarto o il terzo semestre di vigore dell'assicurazione, le prestazioni assicurate si intendono ridotte rispettivamente a tre quarti od alla metà.

Nel caso di morte durante il primo anno di vigore dell'assicurazione la Società è tenuta soltanto alla restituzione — al beneficiario — dei premi pagati, senza accessori.

Le limitazioni anzidette non si applicano nel caso di infortunio mortale »

Roma, addì 18 maggio 1957

p. *Il Ministro*: MICHELI

(3307)

DECRETO MINISTERIALE 20 maggio 1957.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico dell'abitato comunale di Lucca e della zona ad esso circostante.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Visto il proprio decreto in data 18 novembre 1952, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 1 del 2 gennaio 1953, con il quale veniva dichiarata di notevole interesse pubblico la zona sita nell'ambito del comune di Lucca, compresa tra i Giannotti, il cimitero e la collina di Monte San Quirico;

Visto il verbale della Commissione provinciale di Lucca per la protezione delle bellezze naturali, in data 28 maggio 1955;

Ritenuto la necessità di derimere ogni dubbio o incertezza in merito alla delimitazione della zona sopraindicata;

Decreta:

La zona sita nel territorio del comune di Lucca già dichiarata di notevole interesse pubblico con decreto Ministeriale 18 novembre 1952, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 1 del 2 gennaio 1953, è così delimitata: sulla riva destra del Serchio, a partire dal ponte di Monte San Quirico e precisamente dall'argine di destra fino allo sbocco della Freddana sul Serchio, quindi il corso della Freddana fino al ponte omonimo. Di qui una linea parallela e sottolineata dalla distanza di metri cento a nord-est (detta) dell'asse della strada detta della Rimembranza, quindi la strada che ha la sua continuazione in quella che sale all'acquedotto lucchese, e più precisamente che passa a nord delle ville Minutoli e Orsetti, fino alla strada detta dei Borelli. Di qui il perimetro segue la strada che scende al luogo detto allo « Zoppi » presso il bivio della strada per Sant'Alessio. Proseguendo quindi a sud per la strada campestre, porta all'argine di destra del fiume Serchio. Di qui il perimetro segue una linea retta ideale fino al bivio di Corte Massimo, quindi la strada a ponente del cimitero che porta alla via di Corte Lenzi, che segue fino al bivio della strada delle Tagliate. Di qui il perimetro segue la strada che conduce alla Chiesa di Sant'Anna, attraversa la via Sarzanese, attraversa la via Pisana e prosegue per la via San Donato fino alla ferrovia di Lucca-Pisa, segue la via ferroviaria fino ai pubblici macelli, e precisamente ad oriente dei pubblici macelli presso Corte Landucci. Di qui il perimetro segue la via delle Tagliate fino all'indicatore di Porta Elisa, attraversa la via Pesciatina, prosegue per la via delle Tagliate a San Marco, passa a nord'est del nuovo ospedale e del vecchio campo sportivo, piega a mezzogiorno fino a trovare il ponte sul pubblico condotto; attraversa il ponte e segue la via di San Marco fino al bivio di via Matteo Civitali e, per il tratto a nord di via Matteo Civitali, fino al luogo detto le « Fornacette » e da lì al Montescendi e ponte di Monte San Quirico. Dalla zona resta esclusa un'area ad oriente compresa tra il borgo Giannotti, via P. Batoni e via Matteo Civitali, fino alle Fornacette; e da ponente del borgo Giannotti un'area della profondità di metri 150 misurati dall'asse stradale fino all'argine sinistra del Serchio che resta escluso.

Il presente decreto sarà pubblicato, ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Lucca.

La Soprintendenza ai monumenti e gallerie di Pisa curerà che il comune di Lucca provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge sopracitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 20 maggio 1957

p. *Il Ministro*: JERVOLINO

Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Lucca

Adunanza tenutasi il 28 maggio 1955

L'anno millenovecentocinquantacinque (1955), il giorno di sabato ventotto (28) del mese di maggio, alle ore quindici (15), per convocazione fattane dal presidente, si è riunita, in una sala dell'Amministrazione provinciale di Lucca, la Commissione provinciale per la protezione delle bellezze naturali per trattare gli argomenti di cui al seguente ordine del giorno:

1. Riesame del verbale relativo al vincolo della zona circostante la città di Lucca.

(*Omissis*).

Essendo i presenti in numero legale, il presidente dichiara aperta e valida l'adunanza.

Prega quindi il prof. Sanpaolesi di chiarire ed illustrare l'argomento di cui al n. 1 dell'ordine del giorno.

Il prof. Sanpaolesi riferisce quanto segue:

« Come è noto, il Ministero della pubblica istruzione, con il decreto 18 novembre 1952, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 1 del 2 gennaio 1953, vincolava, agli effetti della legge 29 giugno 1939, n. 1497, la zona sita nel territorio del comune di Lucca indicata nel verbale dell'adunanza 10 marzo 1950 di questa Commissione provinciale ».

Il prof. Sanpaolesi rilegge interamente il suddetto verbale soffermandosi alla discrezione del perimetro di delimitazione della zona predetta. Dopodichè continua:

« Dalla dizione del verbale sono sorti più volte dubbi se la Commissione, all'epoca in cui ebbe a stabilire il perimetro di delimitazione, e precisamente il 23 dicembre 1947, avesse inteso di includere nella zona di che trattasi anche la città di Lucca, con le sue mura.

E' pertanto necessario che questa Commissione si pronunci al fine di dirimere ogni dubbio o incertezza al riguardo ».

Sorge una discussione alla quale prendono parte, in modo particolare, i membri che formavano la Commissione nel 1947, e cioè all'epoca in cui venne stabilita la zona da vincolare.

Alcuni componenti sostengono che la Commissione intese allora di includere nel perimetro anche la città di Lucca; altri invece asseriscono che Lucca non sarebbe stata compresa, anche perchè nel titolo del verbale si parla: . . « della zona intorno alla città di Lucca . ».

Indipendentemente dalla dizione del verbale o dall'intendimento che potè avere la Commissione il 23 dicembre 1947, tutti i componenti l'attuale Commissione sono d'accordo che la città di Lucca, con le sue mura, debba essere ovviamente compresa nel vincolo, per cui il presidente, prof. Arrighi, propone il seguente ordine del giorno:

LA COMMISSIONE

Visto il decreto Ministeriale 18 novembre 1952, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 1 del 2 gennaio 1953, col quale, ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, è stata dichiarata di notevole interesse la zona tra il Giannotti, il cimitero e la collina di Monte San Quirico, sita nell'ambito del comune di Lucca;

Visto il verbale di questa Commissione in data 23 dicembre 1947, riportato e confermato, a tutti gli effetti di legge, dalla successiva deliberazione 10 marzo 1950; dai quali atti rilevasi il perimetro di delimitazione della zona che questa Commissione intese di sottoporre al vincolo per la protezione delle bellezze naturali;

Attesochè sono sorti più volte dubbi se in detta zona fosse o meno inclusa la città di Lucca, con le sue mura;

Ritenuta la necessità di dirimere ogni dubbio o incertezza al riguardo, adottando un provvedimento ad integrazione della soprarichiamata deliberazione 10 marzo 1950;

Delibera:

Dal perimetro descritto nella deliberazione 10 marzo 1950. riportata in calce al decreto Ministeriale 18 novembre 1952, che si inizia con le parole: « Sulla riva destra del Serchio . » e termina con le parole del settimo capoverso: « . sino all'argine sinistro del Serchio che resta escluso », si intende essere esclusa soltanto la zona territoriale esplicitamente descritta in tale ultimo settimo capoverso, ed inclusa, pertanto, la zona abitata della città di Lucca compresa nel cerchio delle mura e le mura stesse.

Terminata la lettura di quanto sopra il presidente dichiara aperta la discussione.

Nessuno avendo chiesto di parlare l'ordine del giorno proposto dal presidente viene messo a partito ed è approvato col voto unanime espresso per alzata e seduta dai sette presenti.

(*Omissis*).

(3343)

DECRETO MINISTERIALE 21 maggio 1957.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico della zona della località Bruciati, sita nell'ambito del comune di Albisola Marina.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Considerato che la Commissione provinciale di Savona per la protezione delle bellezze naturali, nella adunanza del 31 agosto 1955 ha incluso nell'elenco delle cose da sottoporre alla tutela paesistica, compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, la zona della località Bruciati sita nell'ambito del comune di Albisola Marina;

Considerato che il verbale della suddetta Commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge, all'albo del comune di Albisola Marina;

Viste le due opposizioni presentate dal dott. Ruggero D'Amato e dai signori Antonio e Gilda Piccone, Giulietta Monteverde, Marcellino Rassu, Renato e Teresa Clotilde Nobili e Giovanni Pizzorno;

Considerato che le opposizioni predette sono infondate in quanto il vincolo non significa divieto assoluto di costruibilità ma impone soltanto l'obbligo di presentare alla competente Soprintendenza, per la preventiva autorizzazione, qualsiasi progetto di costruzione che si intenda erigere nella zona;

Riconosciuto che la zona predetta costituisce un quadro naturale di singolare bellezza panoramica ed offre dei punti di vista accessibili al pubblico dai quali si gode lo spettacolo di quella bellezza;

Decreta:

La zona, sita nel territorio del comune di Albisola Marina, confinante a nord, con proprietà Mela Silvio e fratelli, segue strada comunale dei Bruciati, strada comunale Arzutto Fondanette e rio Arzutto; ad est, con rio del Cimitero, ferrovia dello Stato, via F. Crispi (compresa); a sud, con via V. Emanuele II, delimitazione della proprietà Puccio coi mappali 211, 210, 214 e 200; ad ovest, con proprietà Puccio Bianca, mappali 134 e 135, ferrovia dello Stato, proprietà Fontalesa Carlo, mappali 187 e 191, attraversamento di via F. Crispi, mappali 216, 184, 121, e proprietà Mela Silvio e fratelli, mappale 20, ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è, quindi sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa.

Il presente decreto sarà pubblicato, ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, numero 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Savona.

La Soprintendenza ai monumenti di Genova curerà che il comune di Albisola Marina provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il Comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge sopracitata.

La Soprintendenza comunicherà al Ministero la data della effettiva affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 21 maggio 1957

p. *Il Ministro*: JERVOLINO

Commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Savona

Estratto dal verbale n. 28

Il giorno 31 agosto 1955 si è riunita la Commissione provinciale per la compilazione degli elenchi delle bellezze naturali della provincia di Savona nella sala dell'Ente turismo in piazza del Popolo, alle ore 9,30 ed ha esaminato il seguente ordine del giorno:

(*Omissis*).

ALBISOLA MARINA Terreni di proprietà Piccone e circostanti; Varie.

(*Omissis*).

La Commissione propone di aderire alla proposta ministeriale di confermare il vincolo e di estendere il vincolo alla villa Puccio, parco d'Amato e adiacenze, come indicato nella planimetria allegata.

A confini.

nord. Mela Silvio e fratelli segue strada comunale dei Bruciati; strada comunale Arzutto Fondanette; rio Arzutto;

est: rio del Cimitero; segue ferrovia dello Stato; via F. Crispi (compresa);

sud: via V. Emanuele II; delimitazione della proprietà Puccio coi mappali 211, 210, 214, 200;

ovest: Puccio Bianca, mappe 134, 135, segue ferrovia dello Stato: Fontalesa Carlo; mappa 187 e 191; attraversamento di via F. Crispi (mappa 216, 184, 121; Mela Silvio e fratelli mappa 20).

La località proposta per il vincolo presenta le caratteristiche contemplate nell'art. 1, comma quarto della legge 29 giugno 1939, n. 1497.

Detta località costituisce una bellezza panoramica da considerare come quadro naturale con vari punti di vista e di belvedere accessibili al pubblico e dai quali si gode lo spettacolo di quelle bellezze.

Il presidente: BARILE

Il segretario: D'AMBROSIO

(3349)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vacanza della cattedra di « procedura penale » presso la Facoltà di giurisprudenza della Università di Genova

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 5 aprile 1945, n. 238, si comunica che presso la Facoltà di giurisprudenza della Università di Genova, è vacante la cattedra di « procedura penale » cui la Facoltà interessata intende provvedere mediante trasferimento.

Gli aspiranti al trasferimento medesimo, dovranno presentare le proprie domande, direttamente al preside della Facoltà, entro trenta giorni dalla pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(3506)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Perdita di diritto di decorazioni al valor militare

A norma delle disposizioni contenute negli articoli 1 e 10 della legge 24 marzo 1932, n. 453, i sottonotati ex militari sono incorsi nella perdita « de jure » delle decorazioni al valor militare e del relativo soprassoldo annuo, nonchè delle distinzioni onorifiche di guerra, a decorrere dalla data a fianco di ciascuno indicata.

Medaglia di bronzo

Sebastianelli Agostino di Francesco, classe 1890, da Genazzano, distretto Roma, ex sergente, regio decreto 14 agosto 1919, a decorrere dal 3 novembre 1950.

Croce al valor militare

Di Carlo Ciro di Francesco, classe 1904, da Sciacca, distretto Verona, ex capitano fanteria, regio decreto 8 giugno 1942, a decorrere dal 12 aprile 1949.

(3481)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione delle indennità dovute per la quota dei terreni del « terzo residuo » trasferiti ad Enti di riforma in applicazione delle leggi di riforma fondiaria.

Ente Puglia e Lucania

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 5, comma primo, della legge 15 marzo 1956, n. 156, è determinata in L. 1.739.477,10 (lire unmilionesettecentotrentanovemilaquattrocentosettantasette e cent. 10) l'indennità di espropriazione dovuta per i terreni siti in agro del comune di San Severo (Foggia), di complessivi ettari 128.31.51, costituenti la quota del « terzo residuo », concesso al nome della ditta CASILLO Salvatore fu Francesco, in virtù del decreto Presidenziale 18 dicembre 1952, n. 3359, (pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 14 del 19 gennaio 1953, supplemento ordinario n. 1), da trasferirsi all'Ente per lo sviluppo dell'irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania Sezione speciale per la riforma fondiaria, ai sensi dell'art. 9 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

I relativi interessi, di cui all'art. 6 della citata legge n. 156 decorrono dal 1° ottobre 1954 e dal 5 ottobre 1954.

I seguenti dati catastali, esposti nel sopracitato decreto Presidenziale di espropriazione, vengono rettificati come appresso:

Errata:

Denominazione della località: San Giusto; foglio di mappa n. 104; numero di mappa n. 24; qualità di coltura: seminativo II.

Corrige:

Denominazione della località: Masseria la Regina; foglio di mappa n. 125; numero di mappa n. 24; qualità di coltura: seminativo II.

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 5, comma primo, della legge 15 marzo 1956, n. 156, è determinata in L. 13.200.374,10 (lire tredicimilioniduecentomilatrecentosettantaquattro e cent. 10) l'indennità di espropriazione dovuta per i terreni siti in agro dei comuni di Mottola e Palagiano (Taranto), di complessivi ettari 184.42.65 costituenti la quota del « terzo residuo » concesso al nome della ditta ROMANAZZI Guglielmo di Giovanni, in virtù del decreto Presidenziale 14 maggio 1952, numeri 506 e 516 (*Gazzetta Ufficiale* n. 120 del 24 maggio 1952, supplemento ordinario), da trasferirsi all'Ente per lo sviluppo dell'irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania, Sezione speciale per la riforma fondiaria, ai sensi dell'art. 9 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

I relativi interessi di cui all'art. 6 della citata legge n. 156 decorrono dal 1° settembre 1956 e dal 1° gennaio 1957.

I seguenti dati catastali, esposti nei sopracitati decreti Presidenziali di espropriazione, vengono rettificati come appresso:

Errata:

Foglio di mappa n. 30; numero di mappa n. 7; qualità di coltura: orto irriguo Unica; reddito domenicale L. 934,05.

Foglio di mappa n. 64; numero di mappa n. 57; qualità di coltura: seminativo IV; reddito dominicale L. 105,78.

Corrige:

Foglio di mappa n. 30; numero di mappa n. 70; qualità di coltura orto irriguo Unica; reddito dominicale L. 934,05.

Foglio di mappa n. 64; numero di mappa n. 57; qualità di coltura: seminativo IV; reddito dominicale L. 105,42.

Decorsi venti giorni dalla data della presente pubblicazione senza opposizioni per la rettifica di eventuali errori materiali, verrà emanato il provvedimento definitivo da pubblicarsi, per estratto, nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

(3323)

Con decreto Ministeriale n. 2568/472 in data 4 aprile 1957, registrato alla Corte dei conti in data 8 maggio 1957, registro n. 10 Agricoltura, foglio n. 308), sono state determinate in via definitiva in L. 15.234.865,35 (lire quindicimilioniduecentotrentaquattromilaottocentosessantacinque e cent. 35) le indennità per i terreni ricadenti in agro del comune di Andria (Bari), della superficie di ettari 51.95.18, costituenti la quota del « terzo residuo » concesso al nome delle ditte TUPPUTI-SCHINOSA Ottavio fu Giuseppe (eredi), TUPPUTI-SCHINOSA Ottavio fu Giuseppe (eredi) e TUPPUTI-SCHINOSA Tommaso fu Giuseppe e TUPPUDI-SCHINOSA Tommaso fu Giuseppe, in virtù dei decreti Presidenziali in data 19 novembre 1952, n. 2155, 2156 e 2157, pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica n. 294 del 19 dicembre 1952 (supplemento ordinario n. 4), da trasferirsi in proprietà all'Ente per lo sviluppo dell'irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania Sezione speciale per la riforma fondiaria.

Le predette indennità vengono corrisposte in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, del complessivo valore di L. 15.230.000 (lire quindicimilioniduecentotrentamila) arrotondato ai sensi dell'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso il Banco di Napoli, sede di Bari, e saranno svincolati dal competente Tribunale, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230, e 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, osservate le norme di cui agli articoli 5 e 8 della legge 15 marzo 1956, n. 156.

L'avviso di cui all'art. 5, primo comma, della citata legge 15 marzo 1956, n. 156, concernente le determinazioni di tali indennità è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 325 del 28 dicembre 1956.

(3322)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione delle indennità dovute per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

Con decreti Ministeriali in data 3 aprile 1957, sono state determinate in via definitiva le indennità dovute per i terreni espropriati nei confronti delle ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà all'Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale.

A seguito dell'ordinanza prevista dall'art. 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e dall'art. 2 della legge 21 marzo 1953, n. 224, ed emessa sulla base del presente avviso, una quota delle predette indennità verrà corrisposta in contanti e la differenza in titoli del Prestito per la riforma fondiaria emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

Gli interessi previsti dall'art. 6, ultimo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156, relativi agli indennizzi di cui sopra, da corrispondersi anch'essi in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, saranno determinati in relazione alla decorrenza delle cedole annesse ai titoli afferenti alle indennità.

L'avviso di cui all'art. 5, comma primo, della legge 15 marzo 1956, n. 156, concernente la determinazione della predetta indennità e la decorrenza dei relativi interessi è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* numeri 40 e 43, rispettivamente in data 13 e 16 febbraio 1957.

Numero d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Comune di ubicazione dei terreni espropriati	Superficie espropriata	Decreto Presidenziale di espropriazione		Gazzetta Ufficiale		Decreto Ministeriale liquidazione indennità	Registrazione alla Corte dei conti			Ammontare indennità
								in data 3-4-57		Reg. Agric.		
			Ha.	N.	Data	N.	Data	N.	Data	N.	Foglio	Lire
	Ente Maremma tosco-laziale											
1	BICOCCHI Michele fu Emilio, BICOCCHI Emilio, Luigi, Giancarlo e Franca, fratelli e sorella fu Giuseppe	Gavorrano	57.83.40	2879	29-11-52	8 s. o. 5	12- 1-53	2787/691	3- 5-57	10	201	7.857.676 —
2	ESPINASSI MORATTI Antonietta fu Antonio in CANCELLIERI	Castellina Marittima	39.97.40	3800	27-12-52	16 s. o. 3	21- 1-53	2790/694	3- 5-57	10	202	3.428.898 —
3	LEMMI Raffaella fu Achille, maritata MENESINI	Castiglione d'Orcia	16.42.94	1419	6- 9-52	265 s. o.	15-11-52	2791/695	3- 5-57	10	203	557.577 —
4	MAZZONCINI Adele fu Manlio	Grosseto	122.19.01	1196	25- 7-52	218 s. o.	19- 9-52	2792/696	3- 5-57	10	204	15.143.205 —
5	MORANDINI Emilia fu Mario	Gavorrano	61.11.03	2707	29-11-52	7 s. o. 6	10- 1-53	2795/699	3- 5-57	10	205	5.063.100 —
6	OLIVIERI Oliviero fu Sante	Civitavecchia	16.52.30	1935	26-10-52	287 s. o.	11-12-52	2796/700	3- 5-57	10	206	1.794.333,20
7	OLIVIERI Oliviero fu Sante	Civitavecchia	1.44.80	3530	18-12-52	14 s. o. 4	19- 1-53	2835/739	3- 5-57	10	207	157.223,85
8	VECCHIONI Biagio fu Ippocrate	Massa Marittima	32.98.94	4010	27-12-52	17 s. o. 3	22- 1-53	2799/703	3- 5-57	10	208	4.006.740 —

Roma, addì 16 maggio 1957

Visto, p. il *Ministro*: BOTTALICO

(3325)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione delle indennità dovute per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

Con decreti Ministeriali in data 15 febbraio e 9 marzo 1957, sono state determinate in via definitiva le indennità dovute per i terreni espropriati nei confronti delle ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà all'Ente per la colonizzazione del Delta Padano e Ente per la colonizzazione della Maremma tosco-laziale.

A seguito dell'ordinanza prevista dall'art. 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e dall'art. 2 della legge 21 marzo 1953, n. 224, ed emessa sulla base del presente avviso, una quota delle predette indennità verrà corrisposta in contanti e la differenza in titoli del Prestito per la riforma fondiaria emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841.

Gli interessi previsti dall'art. 6, ultimo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156, relativi agli indennizzi di cui sopra, da corrispondersi anch'essi in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, saranno determinati in relazione alla decorrenza delle cedole annesse ai titoli afferenti alle indennità.

L'avviso di cui all'art. 5, comma primo, della legge 15 marzo 1956, n. 156, concernente la determinazione della predetta indennità e la decorrenza dei relativi interessi è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 327 del 31 dicembre 1956.

Numero d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Comune di ubicazione dei terreni espropriati	Superficie espropriata	Decreto Presidenziale di espropriazione				Decreto Ministeriale liquidazione indennità				Ammontare indennità
						Gazzetta Ufficiale		Data 15-2-57 9-3-57	Registrazione alla Corte dei conti			
										Reg. agricolt.		
			Ha.	N.	Data	N.	Data	N.	Data	N.	Foglio	Lire
	Ente Delta padano											
1	CAVALLARIN Giulietta-Margherita fu Luigi	Taglio di Po	71.45.42	1827	26-10-52	283 s. o.	6-12-52	2607/511	3- 5-57	10	200	11.906.927,80
	Ente Maremma tosco-laziale											
2	FRIGO Giusto di Angelo	Viterbo	123.76.57	830	27- 5-52	163 s. o.	16- 7-52	2623/527	3- 5-57	10	198	6.506.843,25
3	PAGANI NEFETTI Leonetta e Antonella sorelle fu *Filippo*	Laiatico	21.83.10	1936	26-10-52	287 s. o.	11-12-52	2626/530	3- 5-57	10	199	1.784.369,65

Roma, addì 16 maggio 1957

Visto, p. *il Ministro*: BOTTALICO

(3326)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 127

Corso dei cambi del 4 giugno 1957 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,80	624,86	624,84	624,85	624,80	—	624,84	624,85	624,80	624,80
$ Can.	654,05	654,75	654 —	655 —	653,70	—	654,50	655 —	654 —	654,75
Fr. Sv. lib.	145,80	145,80	145,80	145,80	145,75	—	145,81	145,80	145,80	145,81
Kr. D.	90,30	90,14	90,18	90,19	90,05	—	90,165	90,25	90,30	90,25
Kr. N.	87,75	87,66	87,68	87,70	87,75	—	87,70	87,75	87.78	87,70
Kr. Sv.	121,40	121,18	121,26	121,28	121,15	—	121,27	121,375	121,40	121,30
Fol.	164,65	164,42	164,48	164,45	164,30	—	164,46	164,65	164,66	164,55
Fr. B.	12,45	12,4475	12,4525	12,45625	12,445	—	12,44875	12,50	12,46	12,455
Fr. Fr.	178,10	177,83	177,90	177,89	177,85	—	177,83	178,05	178,10	177,80
Fr. Sv. acc.	143,25	143,06	143,15	143,13	143.10	—	143,15	143,30	143,29	143,10
Lst.	1753 —	1751 —	1751,25	1752,25	1751,50	—	1751,625	1753,50	1753,875	1755,80
Dm. occ.	149,50	149,24	149,28	149,34	149,25	—	149,28	149,50	149,51	149,28
Scell. Aust.	24,15	24,125	24,13	24,125	24,10	—	24,1275	24,18	24,15	24,145

Media dei titoli del 4 giugno 1957

Titolo	
Rendita 3,50 % 1906	66,875
Id. 3,50 % 1902	57,75
Id. 5 % 1935	90,10
Redimibile 3,50 % 1934	80,725
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	73,90
Id. 5 % (Ricostruzione)	88,70
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	82.725
Id. 5 % 1936	96,275
Id. 5 % (Città di Trieste)	83,275
Id. 5 % (Beni Esteri)	82,10
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,30
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	96,025
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	94,575
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	93,625
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	93,25
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	93,175
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	93,20

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 4 giugno 1957

Valuta	
1 Dollaro USA	624,845
1 Dollaro canadese	654.75
1 Franco svizzero lib.	145,805
1 Corona danese	90,177
1 Corona norvegese	87,70
1 Corona svedese	121,275
1 Fiorino olandese	164,455
1 Franco belga	12,452
100 Franchi francesi	177,86
1 Franco svizzero acc.	143,14
1 Lira sterlina	1751,937
1 Marco germanico	149,31
1 Scellino austriaco	24,126

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto Lit. 1794,55 per una lira egiziana

MINISTERO DELL'INTERNO

Riconoscimento definitivo del carattere di stazione di soggiorno e turismo all'intero territorio del comune di Pietra Ligure (Savona).

Con decreto interministeriale in data 22 maggio 1957, n. 18776.7, ai sensi del regio decreto-legge 15 aprile 1926, n. 765, convertito nella legge 1° luglio 1926, n. 1380, e successive modificazioni, è stato riconosciuto, in via definitiva, il carattere di stazione di soggiorno e turismo all'intero territorio del comune di Pietra Ligure (Savona).

(3485)

Riconoscimento del carattere di stazione di soggiorno e turismo all'intero territorio del comune di Barzio (Como) e attribuzione, alla stazione stessa, della denominazione di « Barzio-Piani di Bobbio ».

Con decreto interministeriale in data 22 maggio 1957, n. 18724.3, ai sensi del regio decreto-legge 15 aprile 1926, n. 765, convertito nella legge 1° luglio 1926, n. 1380, e successive modificazioni, è stato riconosciuto il carattere di stazione di soggiorno e turismo all'intero territorio del comune di Barzio (Como), in via provvisoria, per un periodo di tre anni.

Con decreto stesso, alla stazione predetta, è stata attribuita la denominazione di « Barzio-Piani di Bobbio ».

(3486)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Marchi d'identificazione per metalli preziosi

Si comunica la cessazione dell'attività orafa da parte della ditta S. A. Ianetti padre e figlio, già esercente in Roma, via Condotti, 19.

I marchi d'identificazione contrassegnati col n. 6-ROMA, già in suo possesso, sono stati smarriti.

(3469)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Avviso di rettifica

Nel decreto Ministeriale 2 febbraio 1957 « Approvazione delle tabelle relative alle tasse d'iscrizione e di voltura ed ai contributi dovuti all'Associazione nazionale per il controllo della combustione per l'anno 1957 » pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 93 del 10 aprile 1957, alla pagina 1360, 2ª colonna, 27ª linea, in luogo di « del 25 % » leggasi « del 20 % ».

(3520)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Attribuzione della gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Palamonte (Salerno) alla Sezione di credito del Banco di Napoli, con sede in Napoli.

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509 e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760 e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Visti l'art. 31 del regolamento per l'esecuzione del citato regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928, e le successive modificazioni ed integrazioni;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, e le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10 e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto il regio decreto 11 giugno 1936, n. 1067, modificato con decreto Presidenziale 19 aprile 1948, n. 482;

Ritenuto che la Cassa comunale di credito agrario di Palomonte (Salerno) non possa utilmente funzionare;

Dispone:

La gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Palomonte (Salerno) è affidata alla Sezione di credito agrario del Banco di Napoli, con sede in Napoli, che dovrà prendere in consegna, redigendo apposito verbale, le attività e gli atti dell'ente anzidetto.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 21 maggio 1957

Il direttore generale: FORMENTINI

(3350)

Attribuzione della gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Petina (Salerno) alla Sezione di credito agrario del Banco di Napoli, con sede in Napoli.

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509 e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760 e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Visti l'art. 31 del regolamento per l'esecuzione del citato regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928, e le successive modificazioni ed integrazioni;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, e le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691 e 20 gennaio 1948, n. 10 e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto il regio decreto 11 giugno 1936, n. 1067, modificato con decreto Presidenziale 19 aprile 1948, n. 482;

Ritenuto chè la Cassa comunale di credito agrario di Petina (Salerno) non possa utilmente funzionare:

Dispone:

La gestione del patrimonio della Cassa comunale di credito agrario di Petina (Salerno) è affidata alla Sezione di credito agrario del Banco di Napoli, con sede in Napoli, che dovrà prendere in consegna, redigendo apposito verbale, le attività e gli atti dell'ente anzidetto.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 21 maggio 1957

Il direttore generale. FORMENTINI

(3349)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

ISTITUTO NAZIONALE DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Concorso per il conferimento di cinque borse di studio annuali per medici « ricercatori » presso il Centro di studi sulla tubercolosi « C. Forlanini », in Roma.

Art. 1.

E' bandito un concorso, per titoli e per esami, per il conferimento di cinque borse di studio destinate a medici che intendano svolgere compiti di « ricercatore » presso il Centro di studi sulla tubercolosi « C. Forlanini ». Ciascuna borsa si riferisce, rispettivamente, alle seguenti materie:

a) sierologia;

b) batteriologia;

c) anatomia patologica;

d) fisiopatologia cardiorespiratoria;

e) fisiopatologia biochimica.

Art. 2.

Al concorso possono partecipare i cittadini italiani abilitati all'esercizio della medicina e chirurgia e iscritti all'albo professionale, o laureati in scienze biologiche, i quali non abbiano superato il trentaduesimo anno di età alla data del 31 agosto 1957. I concorrenti di sesso maschile dovranno avere assolto, alla stessa data, gli obblighi militari qualora non ne siano esenti.

Art. 3.

La domanda di ammissione al concorso, redatta in carta bollata da L. 200, dovrà essere presentata o fatta pervenire in piego raccomandato alla Direzione generale dell'Istituto nazionale della previdenza sociale (Servizio G.C.C.) in Roma, via Giulio Romano n. 46, entro e non oltre il 31 agosto 1957.

La data di arrivo delle domande è stabilita dal bollo a data apposto dall'Istituto.

Nella domanda i concorrenti dovranno indicare le complete generalità, il luogo e la data di nascita, l'indirizzo presso il quale dovranno essere fatte le comunicazioni relative al concorso stesso, nonchè la materia — o le materie — cui si riferisce la borsa di studio per la quale concorrono (sierologia, batteriologia, anatomia patologica, fisiopatologia cardiorespiratoria, fisiopatologia biochimica).

Dovranno inoltre dichiarare nella medesima domanda:

a) il possesso della cittadinanza italiana;

b) la posizione nei riguardi degli obblighi militari;

c) l'avvenuto conseguimento dell'abilitazione all'esercizio professionale e l'iscrizione all'albo professionale (per i soli laureati in medicina e chirurgia).

La domanda dovrà essere corredata del certificato di laurea con la votazione riportata nelle singole discipline e della documentazione comprovante gli altri eventuali titoli di studio, le pubblicazioni, i titoli accademici e i titoli di carriera.

Non saranno ammessi al concorso quei candidati le cui domande pervengano — per qualsiasi motivo — alla Direzione generale dell'Istituto dopo il termine del 31 agosto 1957 (anche se presentate in tempo utile agli uffici postali o ad altro ufficio); nè sarà presa in considerazione la documentazione concernente i titoli del concorrente che pervenga dopo il termine predetto.

Art. 4.

Le prove di esame consisteranno:

a) in una prova pratica sulla materia cui si riferisce la borsa;

b) in un colloquio sulla materia stessa;

c) nella lettura e nella traduzione orale di un brano di opera scientifica, in lingua inglese o in lingua tedesca, a scelta del candidato.

Per ciascuna prova di esame la Commissione giudicatrice — nominata dal presidente dell'Istituto — dispone di un massimo di dieci punti e per la valutazione dei titoli di un massimo di trenta punti complessivamente.

La Commissione stabilirà i criteri per la valutazione dei titoli, che dovrà avvenire prima che siano effettuate le prove di esame.

Art. 5.

La Commissione formerà una graduatoria di tutti i concorrenti che abbiano riportato almeno sette decimi in ciascuna prova di esame e almeno trentasei punti complessivamente. In caso di parità di punteggio totale i concorrenti saranno collocati in graduatoria secondo l'ordine determinato dal punteggio complessivo riportato nelle prove di esame. In caso di ulteriore parità l'ordine di precedenza sarà stabilito in base alla votazione riportata nell'esame di laurea e, a parità di tale votazione, sarà data la precedenza al concorrente più anziano.

Ciascuna borsa sarà conferita al concorrente classificato al primo posto nella rispettiva graduatoria. Nel caso di rinuncia alla borsa o di revoca della relativa concessione, ai sensi di quanto previsto dal successivo art. 8, il concorrente stesso sarà sostituito nel godimento della borsa, secondo l'ordine della graduatoria.

Art. 6.

I vincitori del concorso saranno invitati a far pervenire alla Direzione generale dell'Istituto nazionale della previdenza sociale, nel termine perentorio di trenta giorni, decorrenti dal giorno successivo a quello in cui avranno ricevuto invito in tal senso, i seguenti documenti, in bollo e debitamente legalizzati:

a) estratto dell'atto di nascita;

b) certificato di cittadinanza italiana;

c) certificato di buona condotta morale e civile;

d) documento, aggiornato a data recente, comprovante l'adempimento degli obblighi militari (per i soli vincitori di sesso maschile), e cioè copia dello stato di servizio o del foglio matricolare, ovvero (per coloro che non abbiano prestato servizio militare) certificato di esito di leva;

e) diploma di abilitazione all'esercizio professionale o il certificato di abilitazione provvisoria, in originale o in copia notarile (per i soli laureati in medicina e chirurgia);

f) certificato di iscrizione nell'albo professionale (per i soli laureati in medicina e chirurgia).

Art. 7.

L'importo di ciascuna borsa di studio è di L. 960.000 (novecentosessantamila) pagabili in dodici rate mensili posticipate di L. 80.000 (ottantamila). Ai borsisti potrà essere consentito di fruire del vitto e dell'alloggio presso l'Ospedale sanatoriale « C. Forlanini », dietro ritenuta sull'importo della borsa, della quota prevista per il personale estraneo alla casa di cura, quota che presentemente è di L. 1100 giornaliere (L. 210 per l'alloggio e L. 445 per ciascun pasto).

Art. 8.

I borsisti, sotto la direzione del direttore del « Centro studi » e dei primari del Centro stesso, debbono attendere ai compiti di « ricercatori », tra i quali, in particolare:

a) collaborazione per ricerche a carattere originale di natura sperimentale e biologica;

b) esecuzione di ricerche in proprio, autorizzate dal direttore su proposta del primario competente;

c) eventuale collaborazione didattica per corsi speciali che vengono tenuti presso l'Ospedale sanatoriale « Carlo Forlanini ».

I borsisti sono soggetti all'osservanza dei regolamenti interni del Centro studi.

Ai borsisti è fatto obbligo, durante il periodo di godimento della borsa, di stabilirsi in Roma, di dedicare al Centro studi una continuativa e intensa attività, secondo le norme e le modalità fissate dal direttore del Centro stesso, e di astenersi da qualsiasi impegno e attività professionale o impiegatizia.

In caso di inosservanza delle disposizioni del comma precedente, la concessione della borsa è revocata, con provvedimento definitivo del Comitato che sovraintende al funzionamento del Centro studi, su proposta del direttore del Centro stesso. Analogo provvedimento è adottato, con la medesima procedura, nei confronti del borsista che tenga un comportamento scorretto o commetta gravi atti di indisciplina.

Art. 9.

La concessione della borsa potrà essere rinnovata, al massimo per un anno, con provvedimento del Comitato che sovraintende al funzionamento del Centro studi, su proposta motivata del direttore del Centro stesso.

Roma, addì 16 maggio 1957

Il direttore generale: MEMMO

(3471)

PREFETTURA DI PAVIA

Varianti alla graduatoria dei vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Pavia

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI PAVIA

Visto il proprio precedente decreto n. 2596/San. del 16 gennaio 1957, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito dei candidati risultati idonei al concorso a dieci posti di medico condotto vacanti nella Provincia al 30 novembre 1953;

Visto il proprio precedente decreto n. 2597/San. del 16 gennaio 1957, con il quale sono stati dichiarati i vincitori delle sedi messe a concorso;

Ritenuto che per effetto delle rinuncie presentate successivamente da alcuni candidati dichiarati vincitori si sono rese vacanti le condotte mediche agli stessi rispettivamente assegnate;

Ritenuto che deve procedersi conseguentemente all'assegnazione di tali sedi ai candidati che seguono in graduatoria, tenuto conto dell'ordine di preferenza indicato nelle domande di ammissione al concorso;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvate con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento sui concorsi ai posti di sanitari addetti ai servizi dei Comuni e delle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso di cui in epigrafe ed assegnati alle sedi a fianco di ciascuno di essi indicata:

Mezzena dott. Bruno: Mornico Losana;
Soldati dott. Giuseppe: Pieve del Cairo;
Pusineri dott. Pietro: Parona Lomellina.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Pavia, addì 22 maggio 1957

Il prefetto: LORÈ

(3457)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.